

CONCOURS DE MAÎTRISE D'OEUVRE

Règlement de la consultation Stade candidatures

Version 0 du 10 octobre 2025

Maître d'ouvrage

Université de Limoges
Pôle de la commande publique
33 rue François Mitterrand
87032 LIMOGES

Assistant au maître d'ouvrage

Crescendo Conseil
251 boulevard des Saveurs
24660 Coulounieix-Chamiers

Objet de la consultation

Concours de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction et la reconstruction de l'aile Jules Vallès sur le campus à Brive la Gaillarde (19) de l'Université de Limoges.

Date limite de remise des candidatures

Date : le vendredi 21 novembre 2025
Heure : 12h00m00s

Procédure mise en œuvre

Concours restreint de maîtrise d'œuvre avec remise de prestations de niveau ESQ + anonymes pour les 3 groupements admis à remettre une offre

SOMMAIRE

1.	OBJET ET ETENDUE DU CONCOURS	3
1.1	OBJET DU CONCOURS	3
1.2	ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE	3
1.3	LE PROJET	3
1.4	CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE	3
2.	CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	4
2.1	FORME DE LA CONSULTATION.....	4
2.2	REMUNERATION DU TITULAIRE	4
2.3	NOMENCLATURE CPV	4
2.4	ALLOTISSEMENT	4
2.5	FRACTIONNEMENT DU MARCHE	4
2.6	VARIANTE ET PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE	4
2.7	RECONDUCTION.....	4
2.8	PRESTATIONS SIMILAIRES	4
2.9	ABANDON DE LA PROCEDURE	4
3.	MISSIONS CONFIEES ET ORGANISATION DU GROUPEMENT	5
3.1	MISSIONS CONFIEES.....	5
3.2	FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT	5
3.3	NIVEAUX MINIMAUX DE CAPACITE.....	6
4.	INSTANCES.....	8
4.1	COMMISSION TECHNIQUE	8
4.2	JURY	8
4.3	SECRETARIAT DE CONCOURS - ANONYMAT	8
5.	PREMIERE PHASE : CHOIX DES 3 CANDIDATS	9
5.1	NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER	9
5.2	DOSSIER DE CONSULTATION	9
5.3	VISITE DES LIEUX.....	9
5.4	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION	9
5.5	DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CANDIDATURE.....	10
5.6	PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE.....	11
5.7	CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES	11
5.8	CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES.....	12
6.	DEUXIEME PHASE : CHOIX DU LAUREAT	14
6.1	INDEMNISATION DES CANDIDATS	14
6.2	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES	14
7.	LITIGES - RECOURS.....	14

1. OBJET ET ETENDUE DU CONCOURS

1.1 OBJET DU CONCOURS

Le présent concours restreint est organisé afin de choisir un projet en vue de l'attribution ultérieure du marché de maîtrise d'œuvre pour la déconstruction et la reconstruction de l'aile Jules Vallès sur le campus à Brive la Gaillarde (19).

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission selon le livre IV du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics liés à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre.

Le niveau de conception des prestations demandées est « l'esquisse + ».

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est 71240000.

1.2 ORGANISATION DE LA MAITRISE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Université de Limoges.

Il s'est entouré d'un conducteur d'opération (AMO) : Crescendo conseil qui intervient du programme jusqu'à l'avant-projet définitif.

1.3 LE PROJET

La part de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est estimée à 1 840 000 € HT.

Le parti architectural, le respect des surfaces, les solutions constructives et les prestations techniques doivent contribuer au respect de l'enveloppe fixée par le maître d'ouvrage.

La surface du projet est d'environ 892 m² SDP.

La présente opération immobilière concerne la déconstruction/reconstruction de l'aile Jules Vallès, ancienne aile de l'école Jules Vallès transformée en salles de TD, SSE et logements de fonction. L'ancienne aile de l'école primaire Jules Vallès en proximité du bâtiment GEII de l'IUT est vétuste et les locaux ne sont plus adaptés. L'Université de Limoges souhaite donc améliorer les conditions de travail sans augmenter les surfaces bâties.

Cette réalisation permettra le développement d'un enseignement STAPS adapté, la mise en œuvre d'une politique de vie étudiante optimale : une salle d'examen d'une capacité de 140 élèves mutualisable à toutes les formations et utilisable lors de manifestations étudiantes ou autre événement à l'échelle du campus. L'opération concerne également des locaux adaptés pour un Service de Santé Étudiante (SSE), l'atelier de maintenance et un logement de fonction.

1.4 CALENDRIER PREVISIONNEL DE LA PROCEDURE

Le calendrier prévisionnel de la procédure est le suivant, à titre indicatif :

- Avis du jury concernant le choix des 3 groupements admis à remettre une offre (jury 1) et décision du maître d'ouvrage : janvier 2026
- Début de la réalisation des projets par les 3 groupements : janvier 2026
- Date limite de remise des offres : fin février 2026
- Avis du jury concernant le choix du ou des lauréats (jury 2) : avril 2026
- Procédure sans publicité ni mise en concurrence menée avec le ou les lauréats du concours : avril 2026

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 FORME DE LA CONSULTATION

Ce concours est restreint. Il est soumis aux dispositions des articles R2162-15 à R2162-26 et R2172-2 à R2172-6 du Code de la Commande Publique. Il donnera ensuite lieu à un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables avec le ou les lauréats de concours conformément à l'article R2122-6 du Code de la Commande Publique.

2.2 REMUNERATION DU TITULAIRE

Le titulaire du marché sera rémunéré sur la base d'un prix global et forfaitaire.

2.3 NOMENCLATURE CPV

La nomenclature associée à la présente consultation est la suivante : 71240000-2 : Service d'architecture, d'ingénierie et de planification.

2.4 ALLOTISSEMENT

Le présent marché est un marché de maîtrise d'œuvre dont les éléments de mission sont indissociables. De ce fait, il est dérogé au principe de l'allotissement.

2.5 FRACTIONNEMENT DU MARCHÉ

Le présent marché ne comporte pas de tranches optionnelles.

2.6 VARIANTE ET PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE

Aucune variante à l'initiative du maître d'ouvrage n'est demandée.

Aucune variante à l'initiative du candidat n'est autorisée.

Des PSE sont demandées, elles concernent :

- la mission OPC
- la mission Coordination SSI
- la mission 1% artistique

2.7 RECONDUCTION

Le marché n'est pas reconductible.

2.8 PRESTATIONS SIMILAIRES

L'acheteur se réserve la possibilité de réaliser des prestations similaires dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

2.9 ABANDON DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article R2185-1 du Code de la Commande Publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'abandonner la procédure à tout moment, pour un motif d'intérêt général.

3. MISSIONS CONFIEES ET ORGANISATION DU GROUPEMENT

3.1 MISSIONS CONFIEES

Mission de base

La mission confiée au maître d'œuvre est une mission de base pour les opérations de construction au sens du Livre IV du Code de la Commande Publique.

La mission de base comprend la réalisation de DPGF avec quantités non contractuelles pour l'ensemble des lots et les études d'exécution (EXE).

Nota sur la mission EXE

La mission EXE comprend 2 parties bien distinctes.

Les études d'exécution – Non exigées sur ce projet

Les études de synthèse

Elles ont pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état que les études d'exécution soient assurées par le maître d'œuvre et/ou par les entreprises. Cette cohérence spatiale porte sur le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet.

Missions complémentaires

La mission de base sera complétée par les missions complémentaires suivantes :

- Simulation thermique et énergétique dynamique (STD / SED)
- Facteur de Lumière du Jour (FLJ)
- Photovoltaïque

Prestation supplémentaire éventuelle

- OPC
- Coordination SSI
- 1% artistique (constitution du dossier et jury en commission)

3.2 FORME JURIDIQUE DU GROUPEMENT

Forme du groupement

Les entreprises peuvent présenter leur candidature ou leur offre au choix sous forme de :

- Groupement solidaire
- Groupement conjoint

Dans l'hypothèse d'une candidature sous forme de groupement conjoint, après attribution, le maître d'ouvrage impose, au regard de l'article R2142-22 du Code de la Commande Publique, que le mandataire soit solidaire de chacun des membres du groupement pour les raisons suivantes :

- Chaque co-traitant présente une expertise spécifique qui peut difficilement être prise en charge dans le cas d'une défaillance de ce dernier par les autres membres du groupement
- Chaque co-traitant présente des assurances spécifiques (responsabilité décennale) propres à son activité

L'architecte sera le mandataire du groupement.

Pour les raisons suivantes, le maître d'ouvrage précise que le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre sera l'architecte :

- Il exerce un rôle essentiel au sein du groupement
- Il assure sa prestation tout au long de la durée du marché
- Il exerce des fonctions relevant d'un domaine réservé (établissement d'un permis de construire)

La composition des équipes ne pourra être modifiée entre l'admission des candidatures et la remise des offres.

Exclusivité

Conformément à l'article R2142-21 du Code de la Commande Publique, l'architecte ne pourra candidater que dans un seul groupement. Aussi, certains membres du groupement ne pourront candidater que dans 2 groupements maximum.

Les compétences liées à cette exclusivité sont :

- Structure
- CVC – Plomberie Sanitaire
- Electricité

Aucune exclusivité n'est imposée pour les autres compétences du groupement.

Le non-respect de cette disposition entraîne l'élimination de toutes les candidatures concernées. Un membre de groupement est identifié par un numéro SIREN.

3.3 NIVEAUX MINIMAUX DE CAPACITE

Conformément à l'article R2142-2 du Code de la Commande Publique, le maître d'ouvrage fixe les niveaux minimaux de capacité, proportionnés à l'objet du marché et à ses conditions d'exécution.

Une candidature ne justifiant pas des niveaux minimaux de capacité dès la phase candidature sera considérée comme incomplète et donc jugée irrecevable. La simple mention qu'un sous-traitant sera déclaré au stade de l'offre ou après la notification du marché rendra la candidature incomplète et donc irrecevable.

Capacité technique et professionnelle : les compétences

Le groupement devra disposer des compétences minimales suivantes :

- Architecture
- Structure – nota 1
- CVC – Plomberie Sanitaire
- Électricité
- Acoustique
- Économie de la construction
- Synthèse
- Coordination SSI
- OPC

Nota 1 : Par structure il faut comprendre infrastructure, maçonnerie, béton, métal et bois.

Justification des compétences

Compétence architecture

Par l'attestation d'inscription à l'ordre français des architectes, ou diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985 mise à jour en 2001.

En l'absence de justificatifs pertinents, la candidature sera considérée comme incomplète donc irrecevable (éliminée).

Compétences principales : structure, CVC/plomberie, électricité

- Soit par une qualification de type OPQIBI ou similaire
- Soit par un justificatif de compétence : CV, diplôme, équivalence, attestation de maître d'ouvrage positive justifiant explicitement la compétence recherchée, références justifiant explicitement la compétence recherchée, attestation de formation, tout autre document permettant la justification (procédure interne, méthodologie.....).

En l'absence de justificatifs pertinents, la candidature sera considérée comme incomplète donc irrecevable (éliminée).

Autres compétences : acoustique, économie de la construction, synthèse, coordination SSI, OPC

- Soit par une qualification de type OPQIBI ou similaire
- Soit par un justificatif de compétence : CV, diplôme, équivalence, attestation de maître d'ouvrage positive justifiant explicitement la compétence recherchée, références justifiant explicitement la compétence recherchée, attestation de formation, tout autre document permettant la justification (procédure interne, méthodologie.....).

Les compétences non justifiées au stade de la candidature feront bien l'objet d'un examen de la part du jury qui sera toutefois dans l'obligation de déprécier la note. Ces compétences devront être justifiées après le concours de maîtrise d'œuvre, au stade de la négociation du contrat (procédure sans publicité ni mise en concurrence), si nécessaire par l'introduction de sous-traitant.

Capacité financière : le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires minimum de l'architecte seul, avec éventuellement un ou des co-traitants architectes est fixé à 300 000 € HT. Ce seuil correspond à la moyenne des 3 derniers chiffres d'affaires connus mentionnés dans le cadre de réponse Groupement.

Le chiffre d'affaires minimum des BET principaux (structure, CVC/plomberie, électricité) est fixé à 300 000 € HT chacun. Ce seuil correspond à la moyenne des 3 derniers chiffres d'affaires connus mentionnés dans le cadre de réponse Groupement.

4. INSTANCES

4.1 COMMISSION TECHNIQUE

Le maître d'ouvrage peut décider de constituer une commission technique dont le rôle sera de préparer les travaux du jury en effectuant une vérification du contenu des documents demandés dans le but de vérifier la conformité au règlement de consultation et de produire une analyse factuelle et objective des candidatures et des offres en vue de la présentation au jury.

Les membres de la commission technique, désignés par le maître d'ouvrage, sont distincts des membres du jury.

Elle est constituée par exemple du programmiste, du conducteur d'opération, des groupes de travail utilisateurs, du contrôleur technique, du coordonnateur SPS et de toutes personnalités qualifiées pour émettre un avis.

Le rapporteur de la commission technique est Crescendo conseil.

4.2 JURY

Un jury sera mis en place pour les 2 tours du concours : candidature et offre.

Il sera composé de personnes indépendantes des participants au concours dont un tiers de personnalités compétentes.

Le quorum sera atteint lorsque plus de la moitié des membres avec voix délibérative est présente.

La voix du président sera prépondérante en cas de partage égal des voix.

Pourront également participer au jury mais avec voix uniquement consultatives des personnalités compétentes dans la matière qui fait l'objet de la consultation ou en matière de marchés publics et finances.

L'animation des jurys de concours sera assurée par Crescendo conseil.

Phase candidature

A la suite de la remise des candidatures, le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures sur la base des critères énoncés au présent règlement et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Le maître d'ouvrage arrête la liste des candidats admis sur la base des travaux du jury.

Le nombre maximal de candidats (soumissionnaires) admis à déposer une offre est de 3. S'il le juge opportun et pour garantir une concurrence réelle, la commission peut proposer, en plus des 3 candidats admis, un quatrième candidat, qui pourra être appelé à concourir dans l'hypothèse d'un désistement.

Phase offre

Les 3 soumissionnaires remettront chacun de façon anonyme, une prestation architecturale de niveau esquisse + (pièces écrites et graphiques) et une note d'honoraires.

Le jury examinera les projets (esquisse +) présentés de façon anonyme et proposera un classement de ceux-ci sur la base des critères d'évaluation définis dans l'avis de concours. Le cas échéant, le jury consigne tout point nécessitant des éclaircissements et les questions qu'il envisage en conséquence de poser aux candidats concernés. L'anonymat des candidats sera alors levé.

Le jury peut ensuite inviter les candidats à répondre aux questions qu'il a consignées dans le procès-verbal. Un procès-verbal complet du dialogue entre les membres du jury et les candidats est établi.

A l'issue du concours, le maître d'ouvrage désignera le ou les lauréats du concours.

Dans le cadre d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence, le maître d'ouvrage négociera alors avec le ou les lauréats les clauses du marché.

4.3 SECRETARIAT DE CONCOURS - ANONYMAT

Le secrétariat de concours est assuré par un membre de Crescendo conseil.

Les conditions de l'anonymat seront détaillées dans le Règlement de consultation – Phase 2 Offres.

5. PREMIERE PHASE : CHOIX DES 3 CANDIDATS

5.1 NOMBRE DE CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER

Il est fixé un nombre de 3 candidats maximum admis à soumissionner.

Dans l'hypothèse où le nombre de candidats satisfaisant aux critères de sélection des candidatures est inférieur à 3, le maître d'ouvrage pourra continuer la procédure avec le(s) seul(s) candidat(s) sélectionné(s).

5.2 DOSSIER DE CONSULTATION

Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comporte :

- Le Règlement de consultation – RC (PDF)
- Le cadre de réponse « Groupement » (Excel)
- Le cadre de réponse « Architecte » (affiche Powerpoint)
- La présentation succincte du projet (PDF)
- La fiche navette (Excel)

Modalités de téléchargement du dossier de consultation

Le dossier de consultation est téléchargeable gratuitement par voie informatique sur la plateforme : www.marches-publics.gouv.fr. Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Le téléchargement peut s'effectuer soit en s'identifiant, de façon à être informé en cas de modification du dossier de consultation, soit de manière anonyme.

5.3 VISITE DES LIEUX

Aucune visite ne sera organisée lors de la 1^{ère} phase « candidature ».

A noter que les 3 groupements retenus pour la phase « offre » devront obligatoirement effectuer une visite des lieux d'exécution du marché. Les informations relatives à cette visite sont mentionnées dans le règlement de consultation phase 2.

5.4 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET MODIFICATION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Demande de renseignements

Les demandes sont à faire via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr 10 jours avant la date et heure de remise des offres.

Aucune question écrite exprimée après cette date ne sera acceptée.

Le maître d'ouvrage répondra par écrit aux demandes de renseignements avant la date limite fixée pour la remise des candidatures.

Le maître d'ouvrage transmet les réponses à tous les opérateurs ayant retiré un dossier de consultation. Dans ce cas, elles sont transmises sous la même forme et simultanément à chacun des candidats, sans mentionner l'identité du candidat demandeur.

Les réponses ainsi apportées seront considérées comme faisant partie intégrante du dossier de consultation.

Dans le cas où un candidat aurait remis son pli avant diffusion des réponses, il pourra remettre un nouveau pli complet sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis.

Modification du dossier de consultation

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier d'appel à candidature, en les portant à la connaissance des candidats au plus tard 6 jours avant la date et heure de remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dernier dossier modifié.

Dans le cas où un candidat aurait remis son pli avant les modifications, il pourra remettre un nouveau pli complet sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et heure limites de dépôt des plis.

5.5 DOCUMENTS A PRODUIRE POUR LA CANDIDATURE

Les documents des candidats seront entièrement rédigés en langue française et exprimées en EURO.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Seuls les documents cités dans les tableaux suivants seront examinés au titre de la candidature, il est donc inutile de transmettre des documents complémentaires : attestation d'assurance, book de références, présentation de la société, ...

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le maître d'ouvrage peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai contraint. A l'issue de ce délai, si les pièces manquantes n'ont pas été fournies, la candidature sera déclarée irrecevable et le candidat sera éliminé.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le maître d'ouvrage. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

La candidature ne pourra être retenue que sous réserve que celui-ci produise les documents suivants ainsi que les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 31 janvier 2003 NOR: ECOM0200993A), ainsi que les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code du travail :

- Attestations sociales et fiscales
- Liste nominative salariés étrangers selon D 8254-2 du code du travail
- RIB

Les candidats doivent produire les éléments listés dans les tableaux suivants pour présenter leur candidature :

Mandataire uniquement

Renseignements à produire	Livrables attendus
Une déclaration sur l'honneur pour justifier que chaque membre du groupement n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-5 et L2141-7 à L2141-11 du Code de la Commande Publique. Le formulaire DC1 complété vaut pouvoir donné par les membres du groupement au mandataire au stade de la candidature.	DC1 ou DUME
La composition du groupement	Cadre de réponse groupement (Excel) et DC1
3 références livrées depuis moins de 5 ans, similaires à l'objet du présent marché et dont l'architecte mandataire est impérativement le concepteur. Chaque référence comportera 2 slides : <ul style="list-style-type: none">▪ Élément graphique + synthèse écrite : nom du projet, ville, maître d'ouvrage, date de réception des travaux, montant des travaux, procédures (MOP, entreprise générale, conception-réalisation, MGP, CCAEM), mission réalisée.▪ L'attestation du maître d'ouvrage présentant la qualité du travail objet de la référence. Les références ne rentrant pas dans le cadre imposé (livrées depuis moins de 10 ans, similaires à l'objet du présent marché) et l'absence d'attestations de maîtres d'ouvrage feront bien l'objet d'un examen de la part du jury qui pourra toutefois déprécier la note. Les attestations sur l'honneur ne seront pas prises en compte.	Cadre de réponse architectes (PowerPoint)
1 notice décrivant les mesures employées par le candidat pour s'assurer de la qualité de son entreprise (conformément à l'article 3.I.7° de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, annexe 9 au Code de la Commande Publique). Elle expliquera comment le groupement va répondre aux 3 enjeux de la maîtrise d'ouvrage : projet techniquement irréprochable, budget maîtrisé, respect des délais.	Page libre : 1 A4 recto maxi (PDF)
Les coordonnées du mandataire	Fiche navette (excel)

Pour chaque co-traitant y compris le mandataire

Renseignements à produire	Livrables attendus
Le chiffre d'affaires global de chacun des 3 derniers exercices disponibles	Cadre de réponse groupement (Excel)
Les effectifs moyens annuels du candidats et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années	Cadre de réponse groupement (Excel)
<p>La justification des compétences décrites à l'article 3.3 du présent règlement de consultation.</p> <p><u>Compétence architecture</u></p> <p>Par l'attestation d'inscription à l'ordre français des architectes, ou diplôme reconnu au titre de la directive n° 85-384 CEE du 10 juin 1985 mise à jour en 2001.</p> <p><u>Autres compétences</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Soit par une qualification de type OPQIBI ou similaire Soit par un justificatif de compétence : CV, diplôme, équivalence, attestation de maître d'ouvrage positive justifiant explicitement la compétence recherchée, références justifiant explicitement la compétence recherchée, attestation de formation, tout autre document permettant la justification (procédure interne, méthodologie.....). <p>Les attestations sur l'honneur ne seront pas prises en compte.</p>	PDF

5.6 PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Pour faciliter le traitement administratif des plis électroniques, les candidats sont priés de fournir les pièces de la candidature en respectant l'arborescence suivante.

Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Forme du livrable
A DOSSIER MANDATAIRE	DC1 ou DUME		Fichier pdf
	Cadre de réponse groupement		Fichier excel
	Cadre de réponse architecte		Fichier ppt
	Notice qualité		Fichier pdf
	Fiche navette		Fichier excel
B DOSSIER X (co-traitant x)	Justificatifs de compétences	Qualif X	Fichiers pdf
		Qualif Y	Fichiers pdf
		Qualif Z	Fichiers pdf
C DOSSIER Y (co-traitant y)	Justificatifs de compétences	Qualif Y	Fichiers pdf
C DOSSIER Z (co-traitant z)	Justificatifs de compétences	Qualif Y	Fichiers pdf

... Insérer autant de lignes que nécessaire			

5.7 CONDITIONS DE REMISE DES CANDIDATURES

Transmission des candidatures

La date limite de remise des candidatures est précisée en page de garde.

La transmission des documents par voie électronique est obligatoire et doit se faire via la plateforme www.marches-publics.gouv.fr.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque candidat doit :

- S'identifier (ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la plateforme)
- Vérifier que ses coordonnées, en particulier son adresse électronique, sont correctement orthographiées. Il lui est vivement recommandé de consulter très régulièrement les courriels reçus à cette adresse électronique.

Lorsqu'un candidat envoie son pli électronique, il reçoit en retour, un accusé de réception électronique de son dépôt. Tout pli électronique reçu après la date limite de dépôt ne sera pas admis.

Certificat numérique

La signature électronique n'est pas exigée.

Copie de sauvegarde

Les candidats ont la possibilité de remettre une copie de sauvegarde sur support physique électronique dans les délais impartis pour la remise des candidatures. Cette copie est transmise sous pli scellé à l'Université de Limoges, Pôle de la commande publique, 33 rue François Mitterrand, 87032 LIMOGES et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde ».

Il est rappelé aux candidats qu'ils sont responsables du moyen d'acheminement de leur dossier et que seules la date et heure d'arrivée au service sont prises en compte.

5.8 CRITERES DE SELECTION DES CANDIDATURES

Critères	Pondération
1 – Qualité architecturale	40
2 – Pertinence des moyens et capacités du groupement	30
3 – Pertinence des mesures employées pour s'assurer de la qualité du groupement	30

Critère 1 – Qualité architecturale

La qualité des 3 références sera appréciée sur la base du cadre de réponse références architectes qui présentera des références illustrées et détaillées de l'architecte mandataire.

Les attentes du maître d'ouvrage concernent principalement les points suivants :

- Qualité architecturale : architecture basée sur la sobriété c'est à dire qui accompagne une démarche volontaire et visible de maîtrise budgétaire en coûts d'investissement et de fonctionnement
- Qualité technique et financière : similaire à l'objet de l'opération (bâtiments d'enseignement (collèges, lycées et enseignement supérieur), construction neuve, montant de travaux et surfaces similaires, date de réalisation, réalisation commune aux membres de l'équipe, ...)

Critère 2 – Pertinence des moyens et capacités du groupement

La pertinence de la composition du groupement sera appréciée sur la base des éléments suivants :

- Les moyens financiers seront analysés au regard du chiffre d'affaires des membres du groupement. Il est précisé que seuls les chiffres d'affaires de l'architecte et des BET principaux seront analysés individuellement. Les chiffres d'affaires des autres co-traitants seront analysés collectivement.
- Les moyens humains de l'architecte mandataire seront d'après leur cohérence avec le chiffre d'affaires.
- Les capacités techniques et professionnelles seront analysées au regard des justifications des compétences de tous les membres du groupement.

Critère 3 – Pertinence des mesures employées pour s'assurer de la qualité du groupement

La notice sera appréciée exclusivement au regard de la qualité du management de projet proposé. Le but est d'expliquer comment le groupement va répondre aux 3 enjeux de la maîtrise d'ouvrage : projet techniquement irréprochable, budget maîtrisé, respect des délais.

Conformément à l'article R2162-18 du Code de la Commande Publique, le jury dresse un procès-verbal d'examen des candidatures sur la base des critères énoncés au présent règlement et formule un avis motivé sur la liste des candidats à retenir. Le maître d'ouvrage arrête la liste des candidats sur la base des travaux du jury.

Le nombre maximal de candidats (soumissionnaires) admis à déposer une offre est de 3.

Les 3 candidats admis à la 2^{ème} phase « choix du lauréat » seront donc invités à remettre un projet (proposition d'offre financière et prestations architecturales).

6. DEUXIEME PHASE : CHOIX DU LAUREAT

L'organisation générale de la 2^{ème} phase et les modalités seront précisées dans le règlement de consultation Stade offres qui sera remis aux candidats retenus à l'issue du de la 1^{ère} phase.

Cependant, sont portés à la connaissance des candidats, lors de cette phase de candidature, les éléments mentionnés aux paragraphes suivants.

6.1 INDEMNISATION DES CANDIDATS

Les prestations à remettre par les concurrents admis à concourir seront de niveau « esquisse + ». Dans ce cadre, une indemnité sera accordée aux équipes ayant remis des prestations conformes au règlement de consultation.

Le montant de l'indemnité est fixé à 10 000 € HT.

Cette indemnité pourra être réduite ou supprimée sur proposition du jury dans l'un des cas suivants :

- L'offre ne répond pas au programme du concours
- Le contenu de l'offre n'est pas conforme au dossier de consultation
- La qualité de l'offre a été jugée insuffisante par le jury du concours
- La règle de l'anonymat n'a pas été respectée.

Cette prime sera réglée dès la décision de l'acheteur portant sur l'examen des propositions du jury et sur présentation d'une facture à produire par les concurrents. Si la prime est répartie entre les membres du groupement candidats, toutes les factures seront présentées par le mandataire, qui aura revêtu de son visa les factures autres que la sienne.

Pour l'équipe lauréate, cette indemnité lui sera versée comme un acompte à son marché dans les conditions du CCAP.

6.2 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué dans le respect des principes fondamentaux de la Commande Publique selon les critères indiqués ci-dessous. Les sous-critères seront définis dans le Règlement de consultation Stade offres.

Critères	Pondération
1 - Qualité de la réponse au programme	70 points
2 - Compatibilité avec les contraintes financières du projet	30 points

7. LITIGES - RECOURS

En cas de litiges et d'impossibilités d'accord arrêté entre les deux parties, seul le tribunal administratif de Limoges est compétent en matière de recours :

- Adresse postale : 2, cours Bugeaud, CS 40410, 87000 Limoges
- Tél : 05 55 33 91 55
- Web : <http://limoges.tribunal-administratif.fr>
- Courriel : greffe.ta-limoges@juradm.fr

Référé précontractuel : avant la signature du marché (article L551-1 et suivants du code de justice administrative).

Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (article R421-1 et suivants du code de justice administrative).

Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicités concernant l'attribution du marché.